

Les Outre-Mer, miroir grossissant des douleurs de la France

La campagne présidentielle est entrée dans une phase nouvelle. Les candidats accélèrent et cette accélération les conduit Outre -Mer, des visites récentes d'Edouard Philippe à Mayotte et à la Réunion à l'insistance stratégique de Jean-Luc Mélenchon à y mobiliser les abstentionnistes pour s'assurer d'accéder au second tour. Les Outre-Mer sont riches de talents et d'opportunités. Mais elles vivent aussi des temps difficiles. Ces difficultés se lisent, à bien des égards, au miroir grossissant des lourdeurs, des carences, des impasses de la France.

L'autorité de l'Etat est défaillante. Le narcotrafic empoisonne la vie locale. C'est une plaie majeure pour la sécurité quotidienne, la vie économique, la paix sociale, l'avenir des jeunes. En Martinique, il atteint près de 10% du PIB. Il s'étend ailleurs aux Antilles, en Guyane, désormais aussi à la Réunion, dans le Pacifique. L'Etat a mis trop de temps à mesurer la gravité du phénomène, semblant s'en accommoder. Les actions initiées par Bruno Retailleau et poursuivies par l'actuel Ministre de l'intérieur sont appréciées ; elles arrivent tard. Sur ce premier devoir de l'Etat, les résultats n'ont pas été au rendez-vous à temps.

L'immigration à Mayotte, en Guyane, n'est pas maîtrisée. Des décisions sont prises, tardivement, faiblement. Il y a quelques années, le préfet de Mayotte de l'époque me vantait l'assimilation naturelle des Mahorais et des Comoriens ... Aujourd'hui, c'est le Surinam qui sécurise les conditions d'entrée sur son territoire ! Les solutions ne sont pas simples. Elles exigent des moyens, que la Marine n'a pas à Mayotte. Elles exigent fermeté, continuité, cohérence juridique. La volonté semble plus forte aujourd'hui, mais il est tard.

Cette absence de « livraison » par l'Etat, les gouvernements, est la première critique formulée par les Français, la première cause de désenchantement à l'égard de la politique, des « partis du gouvernement ».

Moins tragique mais grave dans la vie des entreprises, l'incapacité de l'Etat à assurer le respect des délais de paiement des collectivités publiques. Les hôpitaux, établissements publics de l'Etat, ont des retards considérables. Trop de collectivités locales imposent aussi des délais très supérieurs à la loi. Que fait l'Etat ? Des petites choses qui ne sont pas à la hauteur des faits. Alors certaines entreprises en tirent argument pour ne pas payer leurs cotisations sociales ... Et bénéficient d'exonérations dont elles pourraient être exclues. L'Etat annonce des règles qu'il ne respecte pas et ne fait pas respecter. Autant d'accommodements pour acheter la paix sociale.

La France se flatte de maîtriser, grâce aux Outre-Mer, le deuxième domaine maritime mondial. Chacun voit qu'il y a un décalage entre nos proclamations diplomatiques et l'effet réel dans la vie de la planète. Outre-Mer, nous revendiquons sans revendiquer. Certes, Emmanuel Macron s'est rendu aux Iles Glorieuses en 2019 mais la France

est attentive à ne pas déclarer les tréfonds maritimes ce qui annihile notre revendication domaniale. Pour ne pas indisposer les pays voisins. Ce qu'un diplomate me vantait comme les vertus de l'ambiguïté diplomatique. On veut ou on ne veut pas ? Réalité ou illusion ?

Plutôt qu'un Etat qui subventionne la réparation des chaussettes (au titre de l'aide à l'économie circulaire), les Français veulent un Etat qui assure la sécurité, respecte et fait respecter les règles, dans la vie nationale comme internationale, sache où il est et où il n'est pas.

Outre-Mer, comme et plus qu'en métropole, la dépense publique fait trop souvent office de stratégie.

En Guyane, l'Etat mobilise des moyens importants. Mais sur l'exploitation de l'or, la gestion de la forêt, la relance de la pêche, l'exploitation des hydrocarbures, il n'y a pas de stratégie. La Guyane est sous cloche. La cloche fait office de stratégie et coûte.

Dans bien des domaines, en dépit de moyens mobilisés, les résultats ne sont pas au rendez-vous. La politique du logement est faite, depuis longtemps, de « stop and go », d'annonces fortes sur la forme et ambiguës sur le fond.

Et les collectivités locales ne sont pas en reste. Trop d'entre elles sont suradministrées et sous gérées. Les dépenses de fonctionnement sont excessives, les investissements dans les infrastructures essentielles (eau, transport, ...) insuffisantes. Dans toute la France, les arbitrages entre fonctionnement et investissement sont mauvais. Et c'est plus grave Outre-Mer. Ce n'est pas affaire d'argent disponible. Les engagements de l'Etat sont importants. Mais ils sont mis en cause par les mêmes débats qui reviennent chaque année, sur le financement du logement, sur les aides à l'investissement, les exonérations de charges sociales. Et les réformes proposées consistent le plus souvent non pas à réduire les dépenses, à améliorer la gestion mais à augmenter les impôts, les charges sociales ... Toute comparaison avec la métropole ...

Devant cette absence de résultats, les débats politiques sont hors-sol, décalés des besoins des citoyens, des entreprises. Une énergie considérable est consacrée aux débats statutaires aux Antilles, en Guyane, dans le Pacifique. J'ai demandé à Jean-Luc Mélenchon si l'autonomie statutaire qu'il propose créerait des emplois. Il m'a répondu sur les bienfaits de l'autonomie énergétique (Face aux Outre-Mer, France TV, 15 juin 2026) ... Quand les résultats ne sont pas là et qu'on craint d'être confronté à la réalité de l'action ou surtout de l'inaction, les débats institutionnels remplissent l'espace. Mais les Français, et Outre-Mer en particulier, veulent des résultats, pas des débats de forme.

Aux « Rencontres de l'Economie » à Aix en Provence, en juillet, Jacques Attali a prédit – dans l'espoir de l'éviter – une victoire du Rassemblement national à l'élection présidentielle, parce que les Français ne constatent pas les résultats espérés de

l'action publique. Face à lui, Yael Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, a vanté les mérites de la procédure parlementaire, les progrès qu'elle aimerait y introduire. Jacques Attali a gagné le débat.

Les Français, confrontés à des situations difficiles, veulent des résultats. Outre-Mer, face à des difficultés plus sévères, ils en veulent avec encore plus d'ardeur.